

2 juin 2002, Québec

Soirée de clôture du Sommet économique de Montréal

Je pourrais aller à cette tribune, mais je vais rester ici pour symboliser physiquement que le gouvernement du Québec est aux côtés du maire de Montréal.

Il est indéniable qu'il a fallu au gouvernement québécois beaucoup de courage pour que cette île devienne enfin une ville. Nous avons puisé à fond dans la réserve que nous avons de cette vertu. Ce dont je viens vous assurer aujourd'hui, c'est que, pour la suite, il faudra autant d'intelligence que nous avons eu de courage. Et je viens vous promettre que nous avons aussi la réserve profonde du second ingrédient. Surtout qu'à vous entendre parler, vous avez enrichi, durant ces jours et ces dernières heures, énormément la pensée collective québécoise, la pensée citoyenne québécoise, la pensée civique.

En tenant ce sommet, vous avez d'ailleurs emprunté à la tradition du modèle québécois qui veut que les grandes choses, les grands desseins se discutent largement et publiquement en présence de tous les agents socio-économiques intéressés.

Je vous donne deux exemples qui consolident ma foi dans ces sommets, donc dans celui que vous venez de tenir. Jamais le gouvernement du Québec n'aurait équilibré ses finances publiques si cet exercice n'avait commencé par un sommet en profondeur sur la question. Jamais l'économie québécoise n'aurait atteint le succès qu'elle connaît aujourd'hui si un autre volet du même sommet ne nous avait pas mis sur cette lancée extraordinaire qui fait que, durant les quatre premiers mois de la présente année, l'économie québécoise a créé 100000 emplois. Un de mes prédécesseurs est passé à l'histoire pour le même nombre, mais en douze mois.

Donc, votre effort s'inscrit dans une tradition québécoise. Il concerne une proportion importante et vitale du territoire géographique, humain et économique du Québec. Et il doit réussir.

Nous allons analyser soigneusement tout ce qui s'est dit ici et nous allons y répondre, non pas d'une manière impérialiste, en aucune façon, mais d'une manière conviviale et partenariale.

D'ailleurs, nous nous sommes engagés auprès de toutes les régions du Québec à faire de même. Vous savez que, pendant que vous vous réunissez ici, dans les régions ressources et dans toutes les régions centres, des activités du même type se tiennent pour nous faire converger vers un grand forum des régions qui aura lieu à l'automne. C'est donc, peut-on dire, le Québec tout entier qui, inspiré par l'effort de Montréal et inspirant l'effort de Montréal, doit entrer dans une nouvelle ère de son développement. C'est la raison pour laquelle, s'agissant de Montréal, nous allons signer dans quelques minutes une entente qui va nous conduire à un accord. Objectif : décembre 2002. Et nous allons agir avec célérité et ouverture d'esprit.

Le ministre a bien situé ses appartenances, sa patrie et sa ville. C'est aussi une circonstance favorable que le ministre des Affaires municipales soit d'abord un homme de la qualité

d'André Boisclair, qui soit élu de cette ville et qu'il y porte la plus grande attention dans l'exécution de son mandat qui, par ailleurs, est un mandat national québécois.

Qu'y a-t-il dans cette déclaration conjointe? Où voulons-nous aller avec ce contrat de l'île? Nous voulons d'abord parler de création de la richesse et de la création d'emplois. Non pas que ce soit l'activité humaine la plus importante, mais elle facilite toutes les autres quand elle réussit.

Déjà, cette ville a fait, dans une période tellement brève que c'est à peine croyable, un succès de son image et de sa réalité économique inouïe. Il y a quelques brèves années, cinq ou six tout au plus, j'ai lu dans une revue américaine une interview donnée par un jeune Montréalais qui disait que la principale industrie en croissance à Montréal était celle des banques alimentaires. J'ai gardé la citation.

En moins de cinq ans, Montréal est devenue une technopole mondialement connue, la sixième de notre continent et une des dix ou douze premières du monde. Ces réalités qu'on peut lire dans des publications et dans des tableaux statistiques, on peut aussi les concevoir de façon très pragmatique. Montréal est une capitale de la plupart des industries intéressantes et en haute croissance de l'univers contemporain. Aérospatiale : une infime minorité d'êtres humains est déjà montée à bord d'un avion; il y a de la place pour la croissance. Télécom : une infime minorité d'êtres humains s'est servie d'un téléphone, il y a de la place. Pharmacie, biotechnologie... Hélas, en dépit des progrès de la médecine, le taux de mortalité de notre espèce est toujours de 100 %. Sauf que, grâce à la pharmacie et à la biotechnologie, l'événement survient plus tard et que la qualité de la vie augmente. Montréal est donc bien placée, si on y ajoute quelques secteurs vitaux comme la finance avancée, la finance sophistiquée, l'ingénierie du même type. Montréal a déjà une base formidable et nous allons l'appuyer par tous les moyens qui sont les nôtres, et ils sont nombreux. L'État du Québec est un gouvernement interventionniste, vous le savez, mais il intervient d'une façon intelligente, quand il s'agit d'économie, parce que nos interventions visent à soutenir les entrepreneurs, les entrepreneurs du secteur privé ou associatif comme le Fonds de solidarité, du secteur coopératif, mais l'État ne crée pas les emplois. Il aide les décideurs et les décideuses à le faire. Et il est présent dans cette île et dans cette ville. Ce contrat parlera également, et c'est peut-être ce qui est le plus important, de l'objectif principal d'une ville, de la redistribution de ses richesses et de la contribution au bien-être matériel. En d'autres termes, la ville de Montréal a une responsabilité de lutte à la pauvreté et à l'exclusion, comme le gouvernement national du Québec d'ailleurs, qui rendra publique sa stratégie nationale dans les jours qui viennent.

Nous avons déjà déclenché un effort sans précédent pour lutter contre la pauvreté et nous allons maintenant inscrire cet effort dans une stratégie qui sera connue de tous et qui aura une facture organique comme jamais peut-être aucun pays n'en aura eue pour lutter contre la pauvreté et répartir la richesse.

Cette entente parlera également de culture, qui est une autre façon de créer les conditions du bonheur humain. Car, enfin, si on commence par parler de création de la richesse, c'est pour nulle autre chose, et c'est pour cela que la ville existe, et c'est pour cela que les efforts collectifs existent, que les gouvernements existent, pour augmenter l'égalité des chances de bonheur.

La ville n'offrira pas le bonheur. Le gouvernement du Québec non plus.

Tony Blair, qui est un socialiste très moderne, disait... Eh bien, il y en a qui ne le sont pas, hélas! Tony Blair disait : Nous, les socialistes, nous nous sommes trompés quand nous avons voulu égaliser les chances des résultats de la ville, mais nous ne nous sommes pas trompés quand nous avons contribué à créer des chances égales pour tout le monde, des chances égales d'accès au bonheur. C'est ce que vous avez fait par vos travaux d'aujourd'hui. J'ai commencé par l'aspect le moins matérialiste de mon exposé, vous l'avez vu. On va parler un peu des moyens, maintenant.

Les moyens, je sais que vous en avez discuté. D'abord, nous allons tout faire pour vous donner des moyens juridiques, administratifs, voire des pouvoirs dont vous pourriez avoir besoin pour réaliser les idéaux évoqués aujourd'hui. Nous ne reculerons pas non plus devant la possibilité d'élargir vos moyens matériels, vos possibilités fiscales, vos champs fiscaux. Cela n'a jamais été exclu ; depuis déjà quelques années que nous évoquons cette possibilité. Cependant, je dois, d'une façon obsessionnelle, mais aussi par devoir, évoquer ce déficit de moyens qui est celui du gouvernement du Québec par rapport à l'ensemble de l'assiette fiscale; en d'autres termes, le déséquilibre fiscal, qui n'est pas une préoccupation nouvelle. Les gouvernements dont Gérard Tremblay a fait partie et qui nous ont précédés avaient parfois des mots plus durs que nous pour décrire cette réalité simple que les moyens sont à Ottawa et que les besoins criants... Et la Commission Séguin l'a démontré d'une façon technique, d'une façon scientifique, par un an de travail, mais on aurait pu le savoir avant. Les grands besoins contemporains, ce sont la santé, l'éducation, les transferts aux familles. C'est 80 pour 100 du budget de l'État.

Et ces moyens s'accumulent au niveau d'un gouvernement qui n'a pas ces responsabilités. Cela le conduit à des surplus et, nous, ça nous conduit, malgré une gestion extrêmement serrée, de déficit zéro, à des efforts perpétuels pour nous acquitter de nos tâches. Et une de nos tâches, c'est de donner aux municipalités des moyens supplémentaires. Alors là, il y a une alliance objective. D'ailleurs, ce que je viens de dire, Ernest Eves, le premier ministre de l'Ontario, pourrait le dire tout aussi bien que moi, ou son prédécesseur, Mike Harris, qui avait un langage encore plus vert que vous ne pouvez imaginer pour décrire ces simples réalités. Mais déjà, le monde municipal nous a assurés de son soutien solide.

Cela prend des proportions vraiment dramatiques. Si on réussit à régler ce problème, à faire entendre aux responsables quel est le sens véritable du mot « responsabilité étatique », bien, on sera beaucoup plus en mesure d'aller au-delà de l'institutionnel, du juridique et de vous appuyer, Mesdames et Messieurs les élus de la ville de Montréal, d'une façon aussi concrète que vous pouvez le souhaiter, après négociations, bien entendu.

Mes compliments pour l'extraordinaire travail qui s'est fait ici et qui se répercutera, je l'espère, qui sera compris et admiré, et qui conduira Montréal vers un niveau d'efficacité urbaine qui pourrait étonner le monde.

En effet, cette ville est profondément nord-américaine, mais c'est la plus européenne de toutes les villes nord-américaines. Voilà une synthèse extraordinaire dont nous commençons à bénéficier d'ailleurs.

Déjà, les acquis en matière de qualité de vie, de développement économique, de technologie, de culture découlent largement de ces caractéristiques, mais, quand on y regarde bien, on voit qu'on peut aller encore beaucoup plus loin. Et je crois que c'est ce que vous avez décidé de faire cet après-midi. Nous serons à vos côtés!